

Samantha Iszler

Professeur Rivero-Vila

FRN 4010

26 avril 2017

Les Initiatives Éducatives pour les Filles au Burkina Faso

Un des droits fondamentaux des citoyens est le droit à l'éducation. C'est l'éducation qui donne le pouvoir et les meilleures opportunités. Dans les sociétés du passé, l'éducation était réservée pour les hommes, et dans quelques sociétés actuelles les femmes doivent toujours lutter pour leur éducation. Il y a plusieurs causes pour la sous-scolarisation des filles, mais les bénéfices pour une meilleure éducation sont nombreux. Parmi ces bénéfices variés sont une meilleure santé et la réduction des cas de mariage forcé. Au Burkina Faso, 35% des filles n'assistaient pas à l'école en 2012 (UNESCO, 132). Pour arriver à avoir l'égalité dans l'éducation, il faut des programmes variés qui s'adressent à toutes les causes d'inégalité. Ces initiatives incluent des programmes locaux, nationaux, et internationaux qui s'adressent aux différentes barrières politiques, institutionnelles, et géographiques.

Dès le commencement de l'enseignement moderne en Afrique de l'ouest vers 1900, les écoles ont favorisé les garçons. Les élèves de ces premières écoles étaient "essentiellement les fils de chefs, de notables, des fonctionnaires de l'administration coloniale, d'anciens combattants" ("Les Obstacles à La Scolarisation"). Malgré des lois qui rendent l'éducation de base gratuite et obligatoire pour les deux sexes, les disparités entre les filles et les garçons persistent (*L'élimination Des Disparités* 68). Quelques autres raisons pour la sous-scolarisation des filles sont les traditions et les facteurs économiques. Sous ces traditions, les femmes font le ménage

tandis que les hommes sont éduqués. De plus, les filles sont, traditionnellement, promises en mariage dès leur enfance (71). Quant aux facteurs économiques, l'éducation n'est pas une garantie d'un emploi et souvent les cotisations sont trop chères. Bien que l'éducation soit gratuite, il y a toujours d'autres frais. Par exemple, les charges "de l'achat des fournitures scolaires, des livres, du paiement des cotisations des parents d'élèves ainsi que des frais liés au fonctionnement de la cantine scolaire" (69-70). Quand l'éducation est trop chère, les parents préfèrent scolariser les garçons au lieu des filles.

Le problème de l'éducation pour tous n'est pas unique au Burkina Faso; il existe en la majorité des pays en voie de développement et souvent les problèmes sont pareils. En Afrique occidentale et centrale, trois quarts de la population non scolarisée habite au Burkina Faso, Tchad, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, et Sénégal. Dans la même région, des parents ont constaté que des difficultés économiques sont la raison principale de la sous-scolarisation des enfants (UNESCO 41). Ces raisons s'appliquent à tous les enfants, les garçons et les filles, à cause des frais et cotisations de même que le manque de revenu du travail des enfants.

En outre, il y a des défis uniques aux filles. Ces défis comprennent des barrières institutionnelles, traditionnelles, et géographiques. Au niveau institutionnel, il y a une insuffisance de législation sur la violence sexuelle (UNESCO 58). Souvent, il y a un manque d'enseignantes donc une vaste majorité des gens à l'école sont des hommes et des garçons (59). Kaboré dit qu'au sujet du harcèlement sexuel au Burkina Faso que "les filles en sont souvent victimes de la part des enseignants comme des autres étudiants" (*L'élimination des disparités* 75). De plus, d'après UNESCO "de nombreux filles connaissent l'intimidation et la maltraitance par des professeurs et d'autres élèves et le harcèlement sexuel est une cause importante de

décrochage scolaire des filles,” (59). Hélas, cette situation peut présenter un risque élevé pour les jeunes filles. Quand il y a un risque accru de l'agression sexuelle et on n'impose pas de législation pour la combattre, c'est trop dangereux pour les jeunes filles. Par ailleurs, l'éducation est souvent influencée par le genre. Ça veut dire que les leçons sont présentées dans une manière qui est mieux comprise par les garçons que par les filles. Couplé avec un manque d'enseignantes, la motivation d'apprendre reste très basse pour les jeunes filles. Ça donne l'impression que l'éducation n'est pas utile pour les filles parce qu'elles ne voient que des hommes et elles ne sont pas intéressées par les leçons.

Au niveau traditionnel, on voit toujours des mariages forcés et de l'excision. Comme Kaboré dit dans son livre, “des liens sont tissés entre familles avant même que la jeune fille n'ait atteint l'âge de la maturité” (*L'élimination des disparités* 71). Dans ces situations, les filles n'ont pas de choix. Dès leur enfance, elles sont destinées au mariage sans l'option des études d'abord. Souvent, l'excision est un signe que la fille est prête pour le mariage. De plus, l'excision entraîne une absence prolongée et parfois un décrochage scolaire. (UNESCO 60). Des autres facteurs des différences biologiques sont la menstruation et la grossesse. Dès la puberté, les filles ont vraiment besoin des toilettes privés ; par contre, beaucoup d'écoles n'ont pas ce luxe. L'UNESCO constate que le manque de toilettes privées présente un risque à la modestie, dignité, et les droits humains des filles (59). Selon la recherche de BRIGHT (Burkinabé Response to Improve Girl's Chances to Succeed, Projet réponse Burkinabé pour améliorer les chances de succès des filles), ceci n'est pas une des plus grandes inquiétudes des parents, mais ainsi qu'un problème est résolu “il demeure toujours une ou plusieurs raisons qui sont susceptibles d'être citées par les ménages” (BRIGHT 48). Néanmoins, le programme BRIGHT

s'adresse au problème des latrines séparés par genre. Après le mariage, le problème de la grossesse se présente. La grossesse cause une absence prolongée, et les filles retournent rarement à l'école après la grossesse. Avec ces traditions et ces conditions insuffisantes, les filles doivent vraiment lutter pour leur propre éducation face à e plusieurs enjeux.

La troisième barrière est celle de la géographie. Bien que la géographie soit également une barrière pour les garçons, elle présente plus de problèmes pour les jeunes filles. Pour tous les étudiants, une longue distance à l'école est "démotivant et fatigant," et pour les filles elle est une "source d'insécurité," (*L'élimination Des Disparités* 72). Cette insécurité est causée par des risques des longues distances, notamment le risque d'être agressée. Cette insécurité peut expliquer pourquoi les filles du milieu rural sont plus susceptibles d'aller à l'école à un âge plus avancé (UNESCO 59). Au Burkina Faso, beaucoup d'étudiants ont des longs trajets de la maison à l'école. Selon le livre de Kaboré, pendant l'année scolaire de 2004-2005 "9,94% des élèves du primaire effectuaient un trajet ... plus de 3km, [et] 27,09% parcouraient une distance allant de 1 à 3 km," (72). Pour les filles âgées de cinq ou six ans, 3km est loin quand elles sont seules.

Les écoles traditionnelles burkinabés présentent des défis semblables aux défis globaux mentionnés ci-dessus. Selon la publication de Kazianga et al., les écoles traditionnelles burkinabées existent "sans structure préscolaire, avec un enseignement principalement assuré par des hommes et des enseignants sans formation sur la manière de permettre un accès à l'éducation identique pour les filles et les garçons," (44). À cause de cette structure traditionnelle, des filles burkinabées sont désavantagées dans le système éducatif. Pour améliorer le taux d'alphabétisation et le taux d'éducation des filles burkinabées, il existe des initiatives aux

plusieurs niveaux contenant des initiatives gouvernementales, communautaires, et internationales.

Bourdet et al. montrent les efforts du gouvernement burkinabé et ses effets, pendant les années 1994-2003. Ses efforts concernent le fait d'avoir "augmenté de manière significative les dépenses d'éducation et le nombre d'enseignants,... et fait construire de nouvelles écoles," (Bourdet et al 34). Pendant cette période, on observe une amélioration du taux d'alphabétisation. Cette amélioration est plus forte pour les filles, avec une croissance de 11,4% à 15,2%, que pour les garçons avec une croissance de 27,1% à 29,4% (35). En plus du genre, on compare aussi les milieux urbains et les milieux ruraux. Après cette comparaison, on voit que cette croissance se trouve aux milieux urbains pour tous les taux mesurés. Aux milieux urbains, le taux de scolarisation des filles a augmenté de 69,4% en 1994 à 99,6% en 2003 ; en revanche , le taux aux milieux ruraux a augmenté de 21,8% à 27,0% (35). Même si le taux de scolarisation est toujours plus élevé aux milieux urbains, ces efforts gouvernementaux ne résolvent pas le problème principal. Sous le Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB), un programme de gouvernement a été mis en œuvre en 2001, le budget du MEBA (Ministère d'éducation de base) "a augmenté de 107,7% ... contre une augmentation de 21% pour le budget de l'Etat," entre 2001 et 2004 (Kaboré 78). C'est évident que le gouvernement a donné la priorité à l'éducation depuis 2001, mais il faut également des efforts qui s'adressent aux populations marginalisées, notamment les filles du milieu rural.

Au niveau communautaire, le rôle des parents est très important. Le rôle des parents est "déterminant pour favoriser la réussite scolaire de leurs filles," (Delorme 105). Ils décident les conditions de la maison qui déterminent la réussite des enfants. Par exemple, si on les sollicite

pour trop de tâches ménagères “elles ne sont pas disponibles pour réussir leurs apprentissages scolaires,” (105). Des meilleures conditions sont celles où les parents donnent la valeur à l'éducation des filles et ne leur donnent pas trop de tâches ménagères, où ils leur donnent des opportunités scolaires et du temps pour les études. Delorme affirme cette idée en disant “il n'y aura pas d'amélioration sensible de la scolarité des filles sans une évolution profonde de la mentalité des parents et de leur capacité à reconsidérer les rôles de la femme dans la société,” (105).

En Afrique de l'ouest, il y a souvent des associations de parents qui sont vraiment actives. Les deux associations au Burkina Faso sont les associations de parents d'élèves (APE) et les associations de mères éducatrices (AME). Les deux participent dans l'éducation pour tous leurs enfants, mais elles focalisent sur l'éducation des filles. Elles ont les rôles divers qui s'adressent à plusieurs barrières mentionnées ci-dessus. Deux rôles importants des APE/AME sont la sensibilisation des communautés et le recrutement des élèves. Elles sensibilisent des parents “sur la nécessité de scolariser tous leurs enfants et prioritairement les filles,” (Mandé 173). En plus de l'importance de l'éducation, les APE/AME informent la communauté sur des problèmes tels que le “mariage forcé, ... l'émancipation de la femme, [et] ... l'excision,” (173). Cette sensibilisation encourage le recrutement des enfants parce que leurs parents sont plus susceptibles à l'idée de l'éducation en générale et pour les filles en particulier. Fautes d'information, les associations s'organisent pour suivre la fréquentation scolaire des élèves, soutenir la cantine scolaire, organiser des examens et concours, soutenir les enseignants, et assurer des fournitures scolaires (174-176). Toutes ses activités s'adressent aux causes de la sous scolarisation des filles.

Contrairement aux efforts gouvernementaux, les associations de parents sont courantes dans les milieux divers. Leurs efforts ne sont pas que monétaires, donc ils sont plus efficaces aux milieux qui ont toujours eu un manque d'éducation comme c'est le cas des milieux ruraux. Elles s'adressent aux barrières variées, par exemple les barrières de la tradition. Grâce à la sensibilisation des parents, ils comprennent l'importance de l'éducation et les enjeux des traditions comme le mariage forcé et l'excision. Elles s'adressent aussi au manque de femmes dans l'école parce que les mères éducatrices sont actives dans la vie de l'école. Cela crée un environnement plus sécurisé pour les jeunes filles. De plus, elles réduisent le problème de l'éloignement. Quand les enfants doivent se déplacer pour des examens, les AME "s'organisent pour recevoir les élèves" et parfois "les faire accompagner par des cuisinières," (175).

Une autre association locale est AFADD (Association Femmes-Action et Développement Durable). Dans une interview-Skype avec Héléne Ouédraogo, une des créatrices de l'AFADD au Burkina-Faso, elle a expliqué que leurs efforts se concentrent sur l'éducation parce que "la base de tout développement repose sur l'éducation de base," (Ouédraogo). Selon ses expériences, trois causes majeurs de la sous-scolarisation des filles sont l'analphabétisation des parents, les mariages forcés, et la pauvreté. Ces causes sont cohérentes avec les causes mentionnées ci-dessus, elles sont uniformes d'une année à l'autre, dans tous les villages ruraux. Pour les combattre, AFADD apporte son soutien matériel aux élèves, sensibilise les parents, et accueille des "volontaires étrangers dans les écoles pour booster l'éveil des enfants par des activités récréatives, des animations," (Ouédraogo).

Un autre programme de multiples facettes est le programme BRIGHT. Ce programme a été mis en oeuvre par MMC, une agence américaine d'aide internationale, en 2005 avec le but

principal “d'accroître les taux de scolarisation et le niveau d'éducation des filles,” (Kazianga et al. 1). Le programme a duré sept ans; après les trois premières ans, grâce au succès du programme, le gouvernement burkinabé l'a prolongé de 2009 à 2012. La première initiative de BRIGHT était de construire des “écoles accueillantes pour les filles,” dans “132 villages ruraux ... présentant les plus faibles taux de scolarisation des filles,” (6, 1). Les caractéristiques d'une école accueillante pour les filles implantée dans la première phase du BRIGHT contient des latrines séparées, des cantines, et des activités communautaires. D'autres efforts de la première phase menés par BRIGHT sont la distribution des rations alimentaires et la sensibilisation à l'importance de l'éducation qui “ avait pour objectifs de favoriser un changement d'attitude à l'égard de l'éducation des filles, de lutter contre le harcèlement sexuel sur les filles, de sensibiliser la communauté aux avantages de la scolarisation des filles et aux désavantages des mariages précoces,” (26-27). Tous les objectifs de la première phase s'adressent aux défis mentionnés ci-dessus. La construction des écoles s'adresse au problème de l'éloignement ; la sensibilisation aux barrières de la tradition et le risque de harcèlement sexuel ; et les cantines et rations alimentaires aux inquiétudes économiques des familles.

La deuxième phase du BRIGHT, de 2009 à 2012, a modifié un peu le plan du programme grâce aux leçons de la première phase. La construction des écoles a continué avec la construction de plusieurs salles de classes, des logements pour les enseignants, et des bisongos. Un bisongo c'est un “centre de soins de l'enfant,” (Kazianga et al. 6). Ces bisongos s'adressent à la barrière des tâches ménagères ; les filles ne sont plus chargées avec les soins de leurs petits frères et sœurs quand il existe des centres de soins pour la petite enfance. Alors, elles sont libres pour

aller à l'école. En outre, le programme a distribué des fournitures scolaires à tous les élèves, donc cet aspect s'adresse encore aux inquiétudes économiques des familles.

Il y avait aussi d'autres mesures du programme qui ont affecté plusieurs groupes dans les communautés. Une de ces mesures était des "formations pour l'alphabétisation des adultes," qui permettent aux adultes, notamment des mères d'élèves, d'avoir une éducation. Cette éducation pour les membres de la communauté aide avec la sensibilisation à l'éducation pour tous les enfants. Bien que BRIGHT soit un programme international, il avait des partenaires locaux également. Le programme a soutenu les AME "pour mener des actions de mentorat et de tutorat auprès des élèves filles," (Kazianga et al. 8). Cet effort renforce l'importance des familles et de la communauté pour la réussite scolaire des filles.

Les résultats du programme, évalués par l'organisation Mathematica, présentent des domaines où le programme avait le plus de succès. Trois résultats importants sont l'impact sur la scolarisation, l'impact sur les résultats aux tests, et les impacts par sexe. La recherche de Kazianga et al. montre que "le taux de scolarisation reposant sur les déclarations des parents dans les villages sélectionnés pour les programmes BRIGHT était supérieur de 15,4 points de pourcentage à celui des villages non sélectionnés," (33). Cette différence substantielle prouve que le programme avait des résultats positifs à long terme. Quant aux résultats aux tests, "Les élèves des villages sélectionnés pour le programme BRIGHT ont obtenu des résultats supérieurs selon un écart-type de 0,29 points à ceux des élèves des villages non sélectionnés," (35). De plus, l'impact pour les filles était plus élevé que pour les garçons. L'enquête montre que "La scolarisation des filles a augmenté de 11,4 points de pourcentage de plus que celle des garçons et leurs résultats aux tests ont progressé selon un écart-type supérieur de 0,21," (45). Le

but du programme était d'accroître le taux de scolarisation des filles, donc ces résultats font preuve de son succès.

Après avoir vu toutes ses initiatives pour l'éducation des filles, on peut constater lesquelles sont les plus efficaces et pourquoi. En raison de la diversité des causes de la sous-scolarisation des filles au Burkina Faso, les initiatives les plus efficaces sont celles qui s'adressent aux plusieurs causes et aux défis actuels des milieux ruraux. Les efforts du gouvernement avaient plus de succès au milieu urbain parce qu'ils s'adressaient aux difficultés économiques tandis qu'au milieu rural on voit plus de défis traditionnels et géographiques. C'est important que le gouvernement investisse dans l'éducation, mais il ne peut pas éliminer ce problème tout seul. Les autres programmes sont courants aux milieux divers et s'adressent aux autres problèmes. Les trois mentionnés ci-dessus ont un aspect en commun, et c'est la sensibilisation des parents. La sensibilisation des communautés est l'action la plus importante pour éliminer la sous scolarisation des filles parce que quand les parents ne voient pas l'importance de l'éducation pour tous leurs enfants, ils vont lutter contre les autres efforts pour l'éducation pour tous. Cependant, quand les parents voient l'importance de l'éducation et veulent scolariser tous leurs enfants, ils collaborent avec les associations pour arriver à avoir l'éducation pour tous. De plus, quand les parents valorisent la scolarisation, ils vont apprendre aux enfants l'importance de l'éducation et les désavantages des traditions malfaisantes telles que le mariage forcé et l'excision.

Pour conclure, l'éducation est un des droits fondamentaux des citoyens mais ce n'est pas une réalité pour toutes les filles dans le monde, notamment au Burkina Faso. Ces filles font face aux barrières variées et échappant à leur contrôle. Ce sont celles de l'éloignement, de la tradition,

des institutions, et de l'économie. Les initiatives, telles que celles du gouvernement, des associations locales, et des programmes internationaux comme BRIGHT, essaient de combattre la sous scolarisation des filles en s'adressant à ces barrières. Par la sensibilisation, les initiatives s'adressent aux barrières de la tradition comme le mariage forcé, l'excision, et le rôle de filles comme femmes de ménage . Cette sensibilisation est essentielle pour installer l'éducation pour tous, mais si on a des parents résistants à ces initiatives on ne pourra jamais éliminer complètement la sous scolarisation.

Bibliographie

- Bourdet, Yves, Michel Koné, and Inga Persson. *Genre Et Économie Au Burkina Faso: Vers L'égalité Des Chances?* Stockholm: Sida, 2006. Print.
http://www.sida.se/contentassets/ed96f0a045f4466bbd369d6467e20ce7/20067-genre-et-201conomie-au-burkina-faso--vers-l233galit233-des-chances_1365.pdf
- Delorme, Charles. "Les Parents Et L'école En Afrique De L'Ouest." *Les Parents Et L'École*. Ed. Jean-Louis Auduc. Vol. 31. N.p.: Centre International D'études Pédagogiques, 2002. 103-07. *Revue Internationale D'éducation De Sèvres*. Web. 25 Feb. 2017. <<http://ries.revues.org/1949>>.
- Kaboré, Sibiri Luc. *L'élimination Des Disparités Entre Sexes Dans L'enseignement Primaire (French Edition)*. N.p.: Éditions Universitaires Européennes, 2016. Print.
- . "Les Obstacles à La Scolarisation Des Filles Au Burkina Faso." *Le Faso*. Le Faso, 06 Jan. 2015. Web. 23 Feb. 2017. <http://lefaso.net/spip.php?article62810>
- Kamano, Pierre J. *Les Défis Du Système Éducatif Burkinabè En Appui À La Croissance Économique*. Washington, D. C: Banque mondiale, 2010. Print.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/582381468231275626/pdf/558450FR0Les0defis0du0systeme.pdf>
- Kazianga, Harounan, et al. *Impacts de Sept Ans du Programme BRIGHT Burkina Faso*. (2016).
- Mandé, Issiaka. *Le Burkina Faso Contemporain: Racines Du Présent Et Enjeux Nouveaux*. Paris: L'Harmattan, 2012. Print.
- Ouédraogo, Hélène Magloire, Interview Personnelle. 27 avril 2017.
- UNESCO Institute for Statistics (UIS), and UNICEF. *Fixing the Broken Promise of Education for All: Findings from the Global Initiative on Out-of-school Children*. Montreal: UIS, 2015. UNESCO. 19 Jan. 2015. Web. 25 Feb. 2017. <http://dx.doi.org/10.15220/978-92-9189-161-0-en>